

Questions orales

L'appui que le Canada apporterait à l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie serait considéré comme un engagement constructif de notre part à l'égard de la liberté et de la démocratie.

* * *

[Français]

LE CHEF DE L'OPPOSITION

M. Jean-Luc Joncas (Matapédia—Matane): Monsieur le Président, dimanche soir, M. Chrétien, qui répondait à des journalistes sur une question d'ordre constitutionnel, déclarait ce qui suit et je cite: «La Gaspésie, ce qu'ils veulent, c'est l'assurance-chômage. Que le chèque vienne de Québec ou d'Ottawa, cela n'a pas d'importance.»

Monsieur le Président, en entendant ces propos, tous les Gaspésiens et Gaspésiennes ont été choqués. Ils n'accepteront jamais un tel jugement de valeur à l'endroit de leur communauté. Quelle ignorance de l'histoire de cette merveilleuse région et de ces gens pour les mépriser avec de telles affirmations! Les travailleurs et travailleuses de la Gaspésie sont des gens fiers, courageux et travailleurs. D'ailleurs, ne sont-ils pas une des mains-d'oeuvre les plus appréciées dans l'ensemble du Canada. Monsieur le Président, ces gens veulent développer leur coin de pays pour que cesse l'exode de leur population. Ils veulent travailler et non pas attendre leur assurance-chômage comme veut bien le laisser croire M. Chrétien.

Monsieur le Président, je demande à tous les Gaspésiens et Gaspésiennes de faire connaître au chef de l'opposition et de façon significative leur désapprobation totale à de tels propos. M. Chrétien, la population gaspésienne a compris votre message et s'en souviendra en temps opportun.

* * *

L'ÉCONOMIE MONTRÉLAISE

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, nous apprenions hier la fermeture des Ateliers Angus du Canadien Pacifique, dans l'est de Montréal. Neuf cents emplois disparaissent. Cela s'ajoute aux nombreuses pertes d'emplois dans le secteur du transport à Montréal, que ce soit le transport ferroviaire ou le transport aérien. Cette situation est inacceptable pour Montréal.

Ce qui est par ailleurs inadmissible pour Montréal, c'est l'inertie du ministre des Transports, le même ministre, comble de malheur, qui est responsable de la région de Montréal. Ce ministre a été dénoncé par la Chambre de commerce de Montréal qu'il a d'ailleurs refusé de rencontrer. Monsieur le Président, ce gouvernement n'a

plus de légitimité et ce ministre a depuis longtemps démontré son incompétence. Montréal mérite mieux que ce ramassis de politiciens sans perspective qui se retrouvent dans le parti gouvernemental.

L'option de mon parti est celle de la souveraineté du Québec. Montréal a besoin, tel que l'a dit son maire à la Commission Bélanger-Campeau, d'une politique nationale québécoise pour se développer. L'existence d'un Québec souverain aura aussi comme avantage de ne plus imposer au reste du Canada. . .

M. le Président: Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est maintenant écoulé.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE MONTRÉLAISE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Il y a quelques années, lorsqu'on arrivait à Montréal, il y avait sur les panneaux-réclames un slogan qui était tout à fait approprié: «La fierté a une ville: Montréal». Aujourd'hui, c'est le chômage qui a une ville: Montréal. Après Air Canada, après les lignes aériennes Canadien, voici que 950 emplois sont perdus aux Ateliers Angus du CPR à Montréal. Quelle belle façon, monsieur le Président, de célébrer le 350^e anniversaire de la métropole! Alors, je demande au premier ministre: Qu'entend-il faire pour régler la situation économique absolument désastreuse à Montréal et trouver des emplois dans une ville où il y a plus de 20 p. 100 de chômage?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je voudrais dire au chef de l'opposition que ce gouvernement s'est occupé de promouvoir l'économie de Montréal tout autant qu'il s'est occupé de promouvoir l'économie du pays, en posant des gestes très précis pour préparer les emplois de Montréal pour l'occupation d'emplois de haute technologie. Je voudrais mentionner au chef de l'opposition que nous avons, au cours des années, passé le bill C-22 sur l'industrie pharmaceutique. Nous avons aidé Canadair. Nous avons aidé Pratt & Whitney. Nous avons installé à Montréal l'Agence spatiale. Nous avons installé le siège social de l'Organisation internationale sur l'environnement. Nous avons fait ces choses, monsieur le Président. Nous avons créé, depuis 1984, 83 000 emplois nets dans l'île de Montréal, alors que durant les quatre années précédentes, le record du Parti libéral était de 4 000 emplois en moins, monsieur le Président.